

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 JUIN 1921.

Projet de loi

complétant le 5° de l'article 61 et l'article 63 des lois coordonnées sur les élections communales (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Le projet de loi déposé par le Gouvernement a pour but de corriger une erreur commise lors du vote de la loi électorale communale et de combler une lacune prétendue de cette même loi.

I.

L'exposé des motifs explique en termes précis la portée de l'erreur commise.

Pour vous faciliter l'examen du projet qui vous est soumis notre Commission reproduit la partie de l'exposé des motifs qui justifie l'article 1 du projet.

La loi du 6 avril 1921 a modifié le 5° de l'article 61 des lois coordonnées sur les élections communales qui interdit à certaines catégories de militaires de faire partie des conseils communaux ou d'être nommés bourgmestres.

La disposition primitive était ainsi conçue : « Ne peuvent faire partie des conseils communaux ni être nommés bourgmestres : ... 5° les militaires et employés militaires appartenant à l'armée, en activité de service ou en disponibilité ».

D'après la jurisprudence admise, étaient considérés comme étant en disponibilité les hommes qui appartenaient à l'armée active, c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas accompli les huit premières années de leur temps de service. En ce qui concerne spécialement les officiers, on admettait que les officiers

(1) Projet de loi, n° 269.

(2) La Commission présidée par M. Max, était composée de MM. Carlier, Huysmans, Max, Pussemier, Ramaekers.

de réserve ne tombaient pas sous l'application de la disposition dont il s'agit.

La loi du 6 avril 1921 a supprimé les mots « en disponibilité » qui terminent la disposition modifiée et a remplacé les termes : « en activité de service » par « qui se trouvent sous les drapeaux ».

Ces modifications ont pour effet de rendre éligibles les militaires, n'ayant pas rang d'officier, qui ont cessé d'être en activité de service, tout en continuant de faire partie de l'armée active; mais elles ne soustraient pas à l'interdiction les réservistes rappelés sous les drapeaux. Il en résulte que des conseillers communaux, valablement installés puisqu'ils ne se trouvaient plus en activité de service, devraient, lorsqu'ils seront rappelés sous les armes pour une période d'exercice, être considérés comme ayant perdu une des conditions d'éligibilité et déclarés définitivement déchus de leur mandat.

D'autre part, en supprimant les termes « en disponibilité » et en les remplaçant par présents sous les drapeaux », les autorités chargées de l'application de la loi du 6 avril 1921 pourraient conclure que la suppression du terme « en disponibilité » a été décidée dans le but de permettre aux officiers qui se trouvent dans cette situation de poser leur candidature aux élections.

L'article 1 du projet de loi que le Gouvernement présente aux Chambres législatives a pour but, tout en maintenant intact le principe de la loi du 6 avril 1921, de mieux préciser la portée de celle-ci.

Votre Commission se rallie à ces considérations.

Elle a l'honneur de vous proposer d'adopter le texte qui vous est soumis par le Gouvernement.

II.

La seconde question que le projet de loi solutionne est plus complexe.

L'exposé des motifs détermine comme suit la portée du problème et la solution qu'il y donne :

Le second article du projet tend à compléter l'article 63 des lois coordonnées sur les élections communales, afin de le mettre en harmonie avec le système nouveau admis pour l'attribution des sièges.

L'article 63 porte que dans le cas où deux candidats parents ou alliés à un degré prohibé sont élus ensemble, celui qui a obtenu le plus de voix est seul admis. Sous le régime antérieur le nombre des voix obtenues par un candidat était l'indice certain de la faveur dont il jouissait auprès du corps électoral, mais actuellement le nombre des suffrages attribués à chaque candidat, lorsqu'il s'agit de candidats appartenant à des listes différentes, ne peut plus servir à déterminer exactement l'ordre dans lequel le corps électoral a voulu voir désigner les candidats élus.

En effet, d'après le système de la loi du 19 février 1921, les suffrages émis par les électeurs ne sont plus donnés individuellement aux candidats qu'en ce qui concerne les votes nominatifs. Quant aux votes de liste, il sont attri-

bués par dévolution aux candidats au moyen d'un chiffre d'éligibilité qui est établi en tenant compte uniquement des conditions spéciales à chaque liste et qui n'est pas en rapport avec la faveur que le corps électoral a accordée aux candidats ni même à leur liste.

Les candidats élus à raison des votes favorables à l'ordre de présentation se voient donc attribuer un nombre de votes égal au chiffre d'éligibilité de leur liste et le nombre de votes dont ils bénéficient ne peut donc pas, s'ils appartiennent à des listes différentes, servir équitablement à déterminer le rang que le corps électoral a entendu leur assigner.

Le texte proposé détermine exactement, en appliquant les principes qui servent de base au système nouveau, le nombre de suffrages que les électeurs ont entendu donner à chacun des candidats en cause.

Il maintient à chaque candidat le nombre de votes nominatifs qui lui ont été accordés et lui attribue ensuite le nombre de suffrages, compris dans les votes de listes, qui lui reviennent en propre.

L'électeur qui a voté en tête de liste a exprimé la volonté de voir élire les candidats dans l'ordre dans lequel ils sont présentés.

Si à raison d'un cas d'incompatibilité l'élection d'un candidat bénéficiant de votes de liste est mis en cause, il faut, pour respecter la volonté du corps électoral, attribuer à ce candidat, non plus le nombre de votes nécessaires pour assurer son élection lorsqu'il est en compétition avec les autres candidats de sa liste, mais tous les votes qui sont favorables à son élection, et dont on n'a distrait un certain nombre, pour les reporter sur le candidat qui le suit, que parce que ces votes ne lui étaient pas nécessaires.

Un exemple fera saisir le mécanisme du système proposé par le Gouvernement.

Voici un résultat d'élection tel qu'il fut proclamé :

Elections communales du 24 avril 1921.

Nombre d'électeurs inscrits : 818. — Ayant pris part au vote : 769.

Bulletins blancs et nuls : 12. — Valables : 757. — Panachés : 84.

LISTE N° 1.

Bulletins de liste complets : 163. — Bulletins de liste incomplets : 80.

Nombre de suffrages sur bulletins panachés : 237.

Chiffre électoral : 269. — Chiffre d'éligibilité : 241,5. — Elus : 3.

Noms.	Votes nominatifs			Suffrages attribués par dévolution.	Total des suffrages revenant aux candidats.	Élus.
	sur bulletins incomplets.	sur bulletins panachés.	Total.			
Ma...	23	59	82	159,5	241,5	1 ^{er} élu.
Ho...	8	13	23	218,5	241,5	2 ^{me} »
Am...	8	25	33	111	144	3 ^{me} »
Ch...	19	29	48	»	48	2 ^{me} suppl.
Du..., Jules.	47	39	86	»	86	1 ^{er} »
Co...	8	11	19	»	19	
Ma...	12	23	35	»	35	
Le...	9	11	20	»	20	
Du..., Victor.	13	25	38	»	38	3 ^{me} suppl.
		237				

LISTE N° 2.

Bulletins de liste complets : 154. — Bulletins de liste incomplets : 278.

Nombre de suffrages sur bulletins panachés : 299.

Chiffre électoral : 465. — Chiffre d'éligibilité : 411,3. — Elus : 6.

Le...	140	33	173	258,3	411,3	1 ^{er} élu.
Do...	119	63	182	229,3	411,3	2 ^{me} »
Fr...	43	23	66	545,3	411,3	3 ^{me} »
Me...	23	37	60	111,1	171,1	4 ^{me} »
Si...	29	42	71	»	71	1 ^{er} suppl.
Va...	63	20	83	»	83	5 ^{me} élu.
Th...	32	47	79	»	79	6 ^{me} »
Pi...	43	17	62	»	62	2 ^{me} suppl.
Dun...	26	17	43	»	43	3 ^{me} »
		299				

Deux hypothèses sont à prévoir : la parenté entre candidats d'une même liste ; la parenté entre candidats de listes différentes.

Si le texte proposé par le Gouvernement était adopté, voici quelles seraient les solutions :

1^{re} hypothèse : MM. Ho... et Am... de la liste 1 sont parents. Ils seront censés avoir respectivement obtenu 186 et 144 voix, donc M. Me... devra se retirer.

2^{me} hypothèse : M. He... de la liste 1 et M. Me... de la liste 2 sont également parents et étant censés avoir respectivement obtenu 186 et 171.1 voix. M. Me... doit céder la place à M. He... quoiqu'ici le total des voix de parti qui ont amené la proclamation de M. Me... comme élu soit supérieur au total des voix attribuées dans le même but à M. He...

Votre Commission ne se rallie pas au projet du Gouvernement.

Elle estime d'abord que le procédé suggéré par lui oblige les députations permanentes à refaire dans les cas de l'espèce le procès-verbal de l'élection, pour attribuer aux candidats parents un nombre de voix autre que celui qui leur fut attribué par le bureau électoral principal. L'électeur ne comprendra rien aux chiffres nouveaux ; il se croira la victime de toutes les combinaisons que son imagination lui suggérera ; l'autorité du mandataire en sera atteinte.

De plus, les groupements qui lors de la présentation des candidats ont pu croire que les dispositions de l'article 63 du Code électoral auraient dû se combiner avec celles des articles 50 et 51 du même Code, pourront soutenir que rétroactivement une disposition nouvelle change leurs décisions.

Votre Commission croit que la solution des difficultés peut être trouvée sans qu'il soit nécessaire de toucher au texte légal qui est en vigueur.

Depuis l'introduction du régime de la représentation proportionnelle, le nombre de voix obtenues par chaque candidat individuellement est le facteur le moins important qui assure son élection. La force des groupes et l'ordre de présentation constituent des éléments essentiels. C'est le nombre de voix obtenues par le groupe auquel appartient le candidat qui détermine si le rang qu'il occupe sur la liste sera ou non gratifié d'un mandat effectif eu égard au nombre de suffrages dont les autres groupes ont été honorés et l'article 59 du Code électoral régit ce cas ; dans son propre groupe, c'est l'ordre de présentation qui règle la nomination des candidats quand ils bénéficient tous de la dévolution, le chiffre des voix obtenues individuellement n'entrant en ligne de compte que dans les cas où le candidat a obtenu à lui seul un nombre de votes nominatifs supérieur au chiffre d'éligibilité ou dans les cas où la dévolution des votes de liste a cessé totalement ou partiellement.

Dès lors, votre Commission estime que l'interprétation logique de l'article 63 qui impose de rechercher quel est le nombre de voix obtenues par les candidats parents au degré prohibé est la suivante :

S'il s'agit de candidats appartenant à des listes différentes, le nombre de voix qui ont assuré leur élection respective est le chiffre électoral de leur

liste, chiffre qui a déterminé le nombre des sièges qui reviennent à leur parti respectif.

S'il s'agit de candidats qui appartiennent à une même liste, seront censés avoir obtenu le plus grand nombre de voix :

a) d'abord ceux qui par leurs votes nominatifs seuls ont dépassé le chiffre d'éligibilité de leur liste ;

b) pour ceux qui sont sous-élus par le même chiffre d'éligibilité, puisque le total des votes des listes a été suffisant pour assurer à tous le bénéfice complet de sa dévolution, l'ordre de présentation prévaudra ;

c) pour les candidats pour lesquels la dévolution n'a pas donné complètement le chiffre d'éligibilité, le nombre des voix sera obtenu par l'addition des votes individuels et des voix encore attribuées par dévolution ;

d) pour les candidats n'ayant en rien bénéficié de la dévolution, le nombre des votes nominatifs déterminera seul le nombre des voix.

Cette solution paraît être la seule qui soit logique et claire ; elle est une application des textes législatifs qui sont en vigueur.

Il en résulte que votre Commission a l'honneur de vous proposer de ne pas adopter l'alinéa 1 de l'article 2 du projet du Gouvernement, cet article étant inutile.

III.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 2 du projet de loi ne donnent pas lieu à critiques.

La Commission vous en propose d'adoption.

Il en est de même de l'article 3.

IV.

Votre Commission estime que l'interprétation qu'elle a donnée à l'article 63 du Code électoral est celle qui s'impose pour la détermination du rang que les conseillers communaux occuperont sur le tableau de préséance établi par application de l'article 107 de la loi communale.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

AD. MAX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 JUNI 1921.

Wetsontwerp

tot aanvulling van n° 5° van artikel 61 en van artikel 63
der samengeordende wetten op de gemeenteverkiezingen (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE UITGEBRACHT (2) DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp ingediend door de Regeering strekt er toe, eene dwaling te herstellen, welke werd begaan bij het aannemen van de kieswet voor de gemeente, en tevens een voorgewende leemte in dezelfde wet aan te vullen.

I.

De Memorie van Toelichting verklaart op duidelijke wijze welke de omvang is van de begane dwaling.

Ten einde u het onderzoek van het u voorgelegd ontwerp te vergemakkelijken, neemt onze Commissie dat gedeelte van de Memorie van Toelichting over, waarin het eerste artikel van het ontwerp wordt gebillijkt :

« De wet van 6 April 1921 heeft het 5° van artikel 61 der samengeordende wetten op de gemeenteverkiezingen gewijzigd; hierbij wordt het sommige klassen van krijgslieden verboden van de gemeenteraden deel uit te maken of tot burgemeester benoemd te worden.

» De eerste bepaling was opgesteld als volgt : « mogen geen deel uit-
» maken van de gemeenteraden noch tot burgemeester benoemd worden :...
» 5° de krijgslieden en militaire beambten tot het leger behorende, in
» werkdadigen dienst of in beschikbaarheid. »

(1) Wetsontwerp, n° 269.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Max, bestond uit de heeren Carlier, Huysmans, Max, Pussemier, Ramaekers.

» Volgens de aangenomen rechtsbegrippen werden de mannen, die tot het werkdadig leger behoorden, dit wil zeggen zij die de acht eerste jaren van hun diensttermijn niet hadden volbracht, beschouwd als zijnde in beschikbaarheid. Betreffende de officieren in 't bijzonder werd er toegegeven dat de reserve-officieren niet vielen onder de toepassing van bewuste bepaling.

» De wet van 6 April 1921 heeft de woorden « in beschikbaarheid » op het einde der gewijzigde bepaling weggelaten en er de woorden « in werkdadigen dienst » vervangen door : « en onder de wapens zijnde ».

« Uit deze wijzigingen spruit, dat de krijgslieden, die den officiersrang niet hebben en niet meer in werkdadigen dienst zijn, ofschoon zij van het leger voort deel uitmaken, verkiesbaar zijn; doch de reservisten, die onder de vaandels zijn teruggeroepen, worden daardoor niet van het verbod ontslagen. Daaruit volgt dat gemeenteraadsleden, geldig aangesteld, aangezien zij niet meer in werkdadigen dienst waren, zouden moeten beschouwd als hebbende een der vereischten van verkiesbaarheid verloren en definitief vervallen verklaard worden van hun mandaat, en dit wanneer zij voor een exercitieperiode onder de wapens worden teruggeroepen.

» Anderzijds, door de woorden « in beschikbaarheid » weg te laten en die te vervangen door « tegenwoordig onder de vaandels », zouden de overheden die de wet van 6 April 1921 moeten toepassen, kunnen besluiten dat de weglating der bewoording « in beschikbaarheid » gedaan werd met het doel, de officieren, die in dezen toestand verkeerden, toe te laten hun candidatuur voor de verkiezingen te stellen.

» Artikel 1 van het wetsontwerp, dat de Regeering aan de Wetgevende Kamers voordraagt, beoogt het juistere bepalen van de beteekenis der wet van 6 April 1921 zonder aan het beginsel dezer wet afbreuk te doen. »

Uwe Commissie vereenigt zich volkomen met deze zienswijze.

Zij heeft de eer u voor te stellen, den tekst, u door de Regeering voorgelegd, te willen goedkeuren.

II.

Het tweede vraagstuk, dat door het wetsontwerp wordt opgelost, is meer ingewikkeld.

De Memorie van Toelichting stelt den omvang van de zaak, evenals de oplossing, welke zij voorstelt, vast in deze bewoordingen :

« Het tweede artikel van het ontwerp strekt tot het aanvullen van artikel 63 der samengeordende wetten op de gemeenteverkiezingen, en zulks om het in eenklank te brengen met het nieuwe aangenomen stelsel voor het toekennen der zetels.

« Artikel 63 houdt dat, wanneer twee candidaten, die bloed- of aanverwanten zijn in een verboden graad, te zamen gekozen worden, hij alleen toegelaten wordt die de meeste stemmen bekomen heeft. Onder het vroeger stelsel was het aantal stemmen, welke een candidaat bekomen had, de zekere aanwijzing van de gunst waarin hij stond bij het kiezerskorps, doch thans,

wanneer liet candidaten geldt die tot verschillende lijsten behooren, kan het aantal aan elken candidaat toegekende stemmen niet meer dienen om juist de orde te bepalen, in dewelke het kiezerskorps de gekozen candidaten heeft willen doen aandringen.

« Volgens het stelsel der wet van 19 Februari 1921 worden inderdaad de stemmen, welke de kiezers hebben uitgebracht, niet meer aan de candidaten persoonlijk gegeven, tenzij wat de naamstemmen betreft. Wat nu de lijststemmen aangaat, zij worden bij overdracht aan de candidaten toegekend door middel van een cijfer van verkiesbaarheid, hetwelk bepaald wordt door alleen rekening te houden met de voorwaarden welke eigen zijn aan elke lijst, doch dit cijfer van verkiesbaarheid houdt geen verband met de gunst, welke het kiezerskorps aan de candidaten of zelfs aan hun lijst betoond heeft.

» De candidaten die gekozen zijn naar gelang de stemmen die voor de voorstellingsorde gunstig waren, krijgen dus zooveel stemmen als er het cijfer van verkiesbaarheid aan hun lijst toekent en als zij tot verschillende lijsten behooren kan dus het aantal stemmen waarop zij gerechtigd zijn, billijkerwijze niet dienen tot het vaststellen van den rang welken het kiezerskorps hun heeft willen aanwijzen.

» Door het toepassen van de principes, welke aan het nieuw stelsel tot grondslag dienen, bepaalt de voorgestelde tekst juist het aantal stemmen, welke de kiezers hebben willen geven aan elk der betrokken candidaten.

» De tekst behoudt voor elken candidaat het aantal hem toegekende naamstemmen en verleent hem vervolgens het getal stemmen begrepen in de lijststemmen welke hem persoonlijk toekomen.

» De kiezer, die bovenaan de lijst heeft gestemd, gaf den wil te kennen de candidaten te doen verkiezen in de volgorde hunner candidaatstelling.

» Indien, wegens een geval van onvereinbaarheid, de verkiezing van een candidaat, die door lijststemmen bevoordeeld is, op het spel staat, dan, ten einde den wil van het kiezerskorps te eerbiedigen, moet aan dezen candidaat, wanneer hij mededingt met de andere candidaten zijner lijst, niet meer het voor zijne verkiezing benoodigde aantal stemmen toegekend worden, doch al de stemmen die voor zijn verkiezing gunstig zijn en waarvan men er enkel een zeker aantal heeft afgetrokken om ze bij die van den op hem volgende candidaat te voegen, omdat de eerste deze stemmen niet meer noodig had. »

Door een voorbeeld zal men het stelsel, dat de Regeering voorstelt, beter begrijpen.

Ziehier den uitslag van eene verkiezing zooals die werd afgekondigd :

Gemeenteverkiezingen van 24 April 1921.

Getal ingeschreven kiezers : 818. — Namen deel aan de verkiezing : 769.

Niet ingevulde en ongeldige stembrieven : 12. — Geldige : 757. — Gepanacheerde : 84.

LIJST N^o 1.

Volledige stembrieven : 163. — Onvolledige stembrieven : 80.

Stemmen op gepanacheerde stembrieven : 237.

Kiescijfer : 269. — Cijfer van verkiesbaarheid : 241,5. — Gekozenen : 3.

Namen.	Naamstemmen			Stemmen bij overdracht toegekend.	Totaal der stemmen toekomende aan de candidaten.	Gekozenen.
	op onvolle- dige stem- brieven.	op gepana- cheerde stembrieven.	Te zamen.			
Ma...	23	59	82	159,5	241,5	1 ^e gekoz.
Ho...	8	15	23	218,5	241,5	2 ^e »
Am...	8	25	33	141	144	3 ^e »
Ch...	19	29	48	»	48	2 ^e plaatsv.
Du. ., Jules.	47	39	86	»	86	1 ^e »
Co...	8	11	19	»	19	
Ma...	12	23	35	»	35	
Le...	9	11	20	»	20	
Du..., Victor.	15	23	38	»	38	3 ^e plaatsv.
		237				

LIJST N^o 2.

Volledige stembrieven : 154. — Onvolledige stembrieven : 278.

Getal stemmen op gepanacheerde stembrieven : 299.

Kiescijfer : 465. — Cijfer van verkiesbaarheid : 411,3. — Gekozenen : 6.

Le...	140	33	173	238,5	411,3	1 ^e gekoz.
Do...	119	63	182	229,3	411,3	2 ^e »
Fr...	43	23	66	345,3	411,3	3 ^e »
Me...	23	37	60	111,1	171,1	4 ^e »
Si...	29	42	71	»	71	1 ^e plaatsv.
Va...	65	20	85	»	85	5 ^e gekoz.
Th...	32	47	79	»	79	6 ^e »
Pi...	45	17	62	»	62	2 ^e plaatsv.
Don...	26	17	43	»	43	3 ^e »
		299				

Twee gevallen zijn te voorzien : de verwantschap tusschen candidaten van eene en dezelfde lijst ; de verwantschap tusschen candidaten behorende tot verschillende lijsten.

Mocht de tekst, door de Regeering voorgesteld, worden aangenomen, dan zouden de volgende oplossingen zich voordoen :

1^{ste} geval : de heeren Ho... en Am... der lijst 1 zijn bloedverwanten. Zij worden verondersteld onderscheidenlijk te hebben bekomen 186 en 144 stemmen, de heer Ho... moet zich dus terugtrekken.

2^{de} geval : de heer He... der lijst 1 en de heer Me... der lijst 2 zijn eveneens bloedverwanten en worden verondersteld onderscheidenlijk te hebben bekomen 186 en 171,4 stemmen. De heer Me... moet plaats maken voor den heer He..., ofschoon hier het getal lijststemmen, die tot de verkiezing van den heer Me... aanleiding geven, hooger is dan het getal stemmen, met hetzelfde oogmerk toegekend aan den heer He...

Uwe Commissie sluit zich niet aan bij het ontwerp van de Regeering.

Zij oordeelt vooreerst dat het stelsel, door haar voorgesteld, de bestendige deputatiën er toe dwingt, in dergelijke gevallen het proces-verbaal van de verkiezing opnieuw op te maken om aan de verwante candidaten een ander getal stemmen toe te kennen dan het getal, hun toegekend door het hoofdkiesbureau. De kiezer zal van die nieuwe cijfers niets begrijpen ; hij zal denken het slachtoffer te zijn van alle mogelijke knoeierijen die zijn verbeelding hem voorspiegelt ; het gezag van den gekozenen zal er door lijden.

Bovendien, de groepeeringsen, die bij de candidaatstelling konden meenen dat de bepalingen van artikel 63 van het Kieswetboek moesten in verband gebracht worden met die der artikelen 50 en 51 van hetzelfde Wetboek, kunnen staande houden dat eene nieuwe bepaling op terugwerkende wijze hunne beslissing verandert.

Uwe Commissie meent dat de bezwaren kunnen weggeruimd worden zonder dat het noodig zij, den wetstekst, die thans van kracht is, te wijzigen.

Sedert de invoering van het stelsel der evenredige vertegenwoordiging, is het getal stemmen, door iederen candidaat persoonlijk bekomen, de minst belangrijke factor om verkozen te worden. De kracht van de groepen en de orde der candidaatstelling zijn de hoofdbestanddeelen. Door het getal stemmen, bekomen door de groep waartoe de candidaat behoort, wordt uitgewezen of de rang, dien hij op de lijst inneemt, al dan niet een werkelijk mandaat zal verkrijgen ten aanzien van het getal stemmen, aan de overige groepen gegeven, en artikel 59 van het kieswetboek regelt dit geval ; in zijn eigen groep regelt de orde der candidaatstelling de benoeming der candidaten, wanneer de overdracht hun allen ten goede komt : het cijfer der voorkeurstemmen, door ieder verkregen, komt slechts in aanmerking wanneer de candidaat voor hem alleen een getal naamstemmen heeft bekomen, dat hooger is dan het cijfer van verkiesbaarheid, of wanneer de overdracht der lijststemmen geheel of gedeeltelijk heeft opgehouden.

Uwe Commissie is bijgevolg van gevoelen dat artikel 63, krachtens hetwelk men moet nagaan welk getal stemmen werd bekomen door de candi-

daten die bloedverwanten zijn in den verboden graad, logischerwijze moet verklaard worden als volgt :

Geldt het kandidaten die tot verschillende lijsten behooren, dan is het getal stemmen, waardoor hunne onderscheidenlijke verkiezing werd verzekerd, het kiescijfer van hunne lijst, door welk cijfer werd bepaald hoeveel zetels aan hunne onderscheidenlijke partij toekomen.

Gelt het kandidaten van eene en dezelfde lijst, dan worden geacht het grootste getal stemmen te hebben bekomen :

a) vooreerst, zij die, alleen door hunne naamstemmen, het cijfer van verkiesbaarheid hunner lijst hebben overschreden;

b) Voor hen, die daarna zijn verkozen door hetzelfde cijfer van verkiesbaarheid, daar het totaal der lijststemmen toerikend was om aan allen de overdracht ten volle ten goede te doen komen, wordt de orde der candidaatstelling allereerst in aanmerking genomen ;

c) Voor de kandidaten aan wie de overdracht het cijfer van verkiesbaarheid niet ten volle heeft gegeven, wordt het getal stemmen bekomen door samentelling van de naamstemmen en van de stemmen die nog door overdracht werden toegekend ;

d) Voor de kandidaten die door de overdracht niets hebben gewonnen, zal het aantal naamstemmen alleen het aantal stemmen bepalen.

Deze oplossing schijnt alleen logisch en klaar te zijn; zij is eene toepassing der van kracht zijnde wetsteksten.

Dienvolgens heeft uwe Commissie de eer u voor te stellen, het eerste lid van artikel 2 van het Regeeringsontwerp niet goed te keuren, daar dit artikel zonder nut is.

III.

Lid 2 en lid 3 van artikel 2 van het wetsontwerp geven tot geen bezwaren aanleiding.

De Commissie stelt u voor, ze goed te keuren.

Zoo ook, wat artikel 3 betreft.

IV.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de door haar gegeven verklaring van artikel 63 van het Kieswetboek dient te worden aangenomen tot bepaling van den rang, die aan de gemeenteraadsleden zal worden toegekend op de tabel van voorrang, vastgesteld bij toepassing van artikel 107 der Gemeentewet.

De Verslagger,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

AD. MAX.
